ART. 3 N° 1749 (Rect)

ASSEMBLÉE NATIONALE

19 septembre 2019

BIOÉTHIQUE - (N° 2243)	
Commission	
Gouvernement	
Adopté	
AMENDEMENT	N º 1749 (Rect)
présenté par M. Mbaye, M. Fiévet, M. Martin et M. Studer	
ARTICLE 3	
I. – À l'alinéa 11, substituer aux mots :	
« du tiers donneur »	
les mots :	
« des personnes souhaitant procéder au don de gamètes ou d'embryon ».	
II. – En conséquence, au même alinéa, substituer à la seconde occurrence du mot :	
« le »	
les mots :	
« les ».	
III. – En conséquence, à l'alinéa 12, substituer au mot :	
« Son »	
le mot :	

« Leur ».

IV. – En conséquence, procéder à la même substitution à l'alinéa 13.

V. – En conséquence, au même alinéa, substituer aux mots :

« il le décrit »

ART. 3 N° 1749 (Rect)

```
les mots:
« elles le décrivent ».
VI. – En conséquence, à l'alinéa 14, substituer au mot :
« Ses »
le mot:
« Leurs ».
VII. – En conséquence, à l'alinéa 15, substituer au mot :
\ll Sa \gg
le mot:
« Leur »
VIII. – En conséquence, à l'alinéa 16, substituer au mot :
« Son »
le mot:
« Leur »
IX. – En conséquence, à l'alinéa 17, substituer au mot :
« son »
le mot:
« leur »
X. – En conséquence, au même alinéa, substituer au mot :
« ses »
le mot:
« leurs ».
```

ART. 3 N° 1749 (Rect)

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement visant à substituer à l'expression « tiers donneur » celle de « personne souhaitant procéder à un don de gamètes ».

À ce stade du texte, l'on se place chronologiquement en amont du don de gamètes, l'intéressée ou l'intéressé n'ayant pas encore soit consenti à la communication de ses données non identifiantes et de son identité, soit n'ayant pas encore communiqué celles-ci au médecin afin que celui-ci les consigne.

Or, le nouvel article L. 2143-1 – créé par le projet de loi - vient définir la notion de tiers donneur telle qu'entendue pour l'application des dispositions relatives à l'accès aux données non identifiantes et à l'identité de celui-ci. Ces dispositions font état du fait que le tiers donneur est une personne dont les gamètes ont été recueillis, la plaçant donc a posteriori de son don.

Il s'agit donc de rétablir la cohérence textuelle des dispositions du nouveau chapitre relatif à l'accès aux données non identifiantes et à l'identité du tiers donneur en distinguant explicitement le tiers donneur du simple candidat au don, étant précisé que cette distinction va dans le sens de l'interdiction du « double guichet » prévue par le nouvel article L. 2143-2.

3/3